PASSE ETHNOLOGIQUE
SITUATIONS, CONFRONTATIONS, MOMENTS

Monique SELIM
IRD

La pluralité de mes terrains et leur éloignement géographique caractérisent fortement mes recherches anthropologiques : celles-ci ont commencé en 1974 dans la montagne basque française puis m'ont conduite dans la France urbaine de 1975 à 1984 et ensuite dans des entreprises d'Asie du Sud et du Sud-Est, en Inde, au Bangladesh, au Laos et au Vietnam, puis m'ont entraînée en Ouzbékistan en 2004 dans un face-à-face réflexif avec ses chercheurs ex-soviétiques. L'immersion dans des systèmes ethnoculturels aussi contrastés répond, sous certains aspects seulement et à ses débuts, à des contraintes affrontées par tous les membres de ma génération souhaitant faire de l'anthropologie leur métier ; elle oblige de façon déterminante à un effort de cohérence dans la problématique. Dans l'élaboration de cette problématique Gérard Althabe, que je rencontrai en 1976, a tenu un rôle fondamental m'offrant de surcroît l'exemple atypique de son propre itinéraire anthropologique en rupture avec les usages disciplinaires et institutionnels enfermant un ethnologue à vie dans la fusion avec une seule et unique population étudiée. Par ce biais, il me permit d'assumer entièrement mon désir d'altérité, mon besoin d'ailleurs constamment renouvelé. À sa suite, j'eus pour préoccupation constante de bâtir une continuité thématique arrimée aux espaces sociaux urbains et industriels. Au-delà de ce choix permanent d'objet, de manière plus décisive, l'analyse des logiques

contemporaines et de leurs contradictions a constitué mon orientation essentielle – partagée pendant plus d'un quart de siècle avec Gérard Althabe ; je me suis ainsi centrée sur les articulations complexes entre les modes de construction du social par les acteurs individuels et collectifs et les mécanismes d'imposition extérieurs dans la conjoncture présente. Les deux pôles de l'autonomie et de la domination, cette dernière étant réinterprétée et déplacée, convertie, réappropriée et subvertie par les agents sociaux, balisent mes travaux. Gérard Althabe m'encouragea de manière permanente à maîtriser cette diversité culturelle dans laquelle je me suis impliquée et qui émerge tout à la fois comme un enjeu et un défi qui avait structuré ses propres analyses des pygmées Baka (2000a) de l'Est-Cameroun au Congo (1962, 1997a), de Madagascar (2002a) à l'Argentine (1998) et la Roumanie (1995, 1996, 1999)[1] en passant par la France urbaine de 1976 à 1986.

Je ne m'attarderai pas sur les chemins qui m'ont conduite à l'ethnologie et à placer cette discipline au cœur d'un mode de vie. J'avais dix-sept ans en 1968 et une attirance prononcée pour la philosophie, me passionnant avec quelque retard pour la phénoménologie et l'existentialisme ; après m'être conformée durant une année à un vœux extérieur d'embrasser la profession de médecin – avec l'espoir à long terme de devenir psychiatre et psychanalyste – j'entamais cinq années d'études de philosophie sans envisager toutefois d'enseigner cette discipline. La philosophie grecque et en particulier Aristote m'accaparèrent largement durant cette période ; j'eus la chance, en outre, d'avoir des professeurs qui, proches de la retraite et se consacrant entièrement au désir de transmettre leurs connaissances, réunissaient les rares d'entre nous qui le souhaitaient, en dehors des heures officielles de cours, pour lire dans les éditions de G. Budé les philosophes grecs ; j'avais eu au lycée (Victor Duruy) la même expérience avec une enseignante qui, soucieuse de contrer la menace de disparition de l'étude du grec, invitait quelques élèves à se retrouver chez elle après la classe.

[1] Voir également Althabe, Mungiu-Pippidi (2004) ; Althabe, Nicolau (1999).

Ainsi, de la seconde à la fin de la licence, j'acquis une relative familiarité avec les textes des philosophes grecs, dans le cadre de relations qui, pour être fort studieuses, étaient orientées vers le plaisir partagé du déchiffrement à la lettre dans une « communauté » intime. La lecture assidue de J.-P. Vernant me fit découvrir la nécessité d'une approche anthropologique sans laquelle la compréhension des textes des philosophes grecs serait restée incomplète. La réintroduction d'une saisie des rapports internes à la société dans laquelle ces textes étaient inscrits – en rupture avec une histoire des idées philosophiques enfermée dans sa propre scène herméneutique – m'amena à désirer me confronter directement à des acteurs sociaux concrets ; ainsi ma première conception de l'anthropologie tendait à assimiler fort improprement – ainsi que me l'apprit très vite Gérard Althabe – discours recueillis sur le terrain et textes écrits des grands philosophes comme s'il s'agissait dans les deux cas d'établir des liens entre des productions logiques, idéologiques, des représentations d'un côté, et de l'autre des configurations sociétales singulières.

C'est pourquoi je m'engageais rapidement dans deux cursus parallèles que je m'évertuais de joindre : un mémoire de maîtrise de philosophie consacré aux rapports entre nature et culture chez C. Lévi-Strauss fut rédigé dans la campagne basque où je m'étais installée durant un an dans le but d'effectuer une étude sur une pastorale, celle d'Etxahun, dont le spectacle était alors organisé dans le village de Barcus.

Dans ce premier travail, je mettais l'accent sur la reproduction des hiérarchies de quartier (et de sexe, les rôles de femme étant tenus par des hommes) en jeu dans la préparation de la pièce, les significations sociales du mythe d'Etxahun et les thèmes latents de « pureté ethnique » dans le groupe militant des agriculteurs basques avec lesquels j'étais en relation ; ce regard se révéla vite en dissonance avec les thèses du collectif d'anthropologues animé par R. Jaulin dans lequel je m'étais inscrite. Le retour dans une campagne communautaire et idéalisée pour contrer une « occidentalisation » simplifiée et jugée destructrice, la mise de l'ethnologue au service de paysans héroïques parmi lesquels

hommes et femmes œuvreraient dans leur « différence » complémentaire à instituer une microsociété harmonieuse, constituaient en effet une part importante du dogme ethnologique partagé dans ce lieu à la convivialité par ailleurs chaleureuse et plaisante. C'est néanmoins dans ce cadre que j'abordais la ville, réalisant deux courts travaux, l'un sur les migrantes basques à Paris, l'autre sur les luttes contre les expropriations dans le quartier du Marais qui forma la matière de mon DEA d'ethnologie ; à la même époque je terminais un DEA de philosophie sur les représentations du sauvage dans les récits des voyageurs du XVIIe siècle en Amérique du Sud. Munie de ces deux diplômes et devant sélectionner l'une de ces deux disciplines en vue d'un doctorat, je fis alors le choix de l'anthropologie, sans aucune perception des difficultés que j'aurai à affronter. Inscrite en thèse, l'opportunité me fut offerte par Gérard Althabe de mener dans les meilleures conditions intellectuelles, matérielles et affectives une recherche de longue durée sur un terrain à l'époque aussi peu fréquenté par les ethnologues qu'il était couru par les sociologues : une cité HLM de la banlieue parisienne. Si aujourd'hui, ce qu'on dénomme « l'anthropologie du proche » est bien affirmée, l'hypothèse d'un terrain ethnologique urbain inséré dans un cadre emblématique d'une modernité plutôt sordide n'allait vraiment pas de soi en 1977 ; « l'ethnographie aux marges » – par exemple, la perdurance identitaire des groupes ethnoculturels minoritaires, les rituels singuliers de corps de métier en extinction, l'univers symbolique de paysans amenés à disparaître, etc. – commençait à acquérir une légitimité institutionnelle en construisant une séparation culturelle, en continuité avec les sphères lointaines de prédilection de l'anthropologie. La proximité géographique, l'appartenance à la société étudiée étaient occultées dans un processus de recomposition d'une distance ethnoculturelle fondatrice de toute légitimité. C'est dire que l'ouverture d'une anthropologie urbaine, focalisée sur les champs centraux de la société française contemporaine – selon le projet qu'en forgea G. Althabe – prit curieusement l'allure d'une sorte de croisade : par la force des choses – en raison de mon appartenance à une classe d'âge qui m'amenait à

concourir – je fus placée au premier plan de ces « luttes de légitimité » affrontant, par la nature du terrain de ma thèse, le risque du refoulement vers l'illégitimation.

La perspective d'étudier de l'intérieur, en anthropologue, les rapports sociaux et les logiques d'une population relevant des couches sociales inférieures m'avait, dès que la proposition m'en fut faite par Gérard Althabe, enthousiasmée autant par le fait d'une tradition politique héritée – qui me rapprochait spontanément de lui (Althabe, 1977, 1983) qu'en raison du caractère profondément novateur de cette expérience ethnologique, avec laquelle les enquêtes précédemment menées à Paris m'avaient familiarisée. Difficile, voire souvent pénible, ce terrain fut d'un côté un laboratoire méthodologique exceptionnel grâce à la formation in vivo que me donna Gérard Althabe, de l'autre un réel choc intellectuel ; prenant le recul de presque trois décennies, je m'expliquerai rapidement sur cette double facette.

Aborder un grand ensemble de 10 000 personnes n'a rien d'évident : nous décidâmes de prendre un logement sur place avec Gérard Althabe et nous meublâmes très sommairement au supermarché ce deux pièces perché en haut d'une tour grise ; effectuée sur un mode autant candide que mimétique avec les terrains lointains, celle location ne fut d'aucune utilité, n'ouvrant pas les portes d'habitants séquestrés dans une déréliction personnelle partagée. Le dispositif méthodologique retenu fut progressivement élaboré avec G. Althabe : sélection de médiateurs appartenant à une association de locataires (CNL), investigation approfondie de leur unité d'habitation et du champ des relations interpersonnelles propre à leur espace de voisinage, extension à d'autres immeubles par leur intermédiaire, enfin enquête systématique sur tous les collectifs existants reposant sur une base politique (PC), religieuse (témoins de Jéhovah, juifs séfarades) et ethnoculturelle (Antillais, Algériens). Pour être rigoureux, cet « appareillage » méthodologique ne fut néanmoins jamais simple dans son application malgré une présence constante durant deux ans, des liens privilégiés avec des militantes de l'Amicale des locataires qui permirent un recueil considérable d'entretiens longuement analysés. Deux mille pages furent

dactylographiées, grâce au financement du ministère de l'Urbanisme qu'avait obtenu Gérard Althabe et qui permit ma salarisation.

La force des ruptures de communication internes à cet espace social, la violence symbolique des rapports sociaux imprégnèrent de leur tonalité l'enquête, constituant celle-ci en miroir. L'écoute fut parfois douloureuse et, en outre, la teneur xénophobe des discours ne laissait guère de place à l'empathie. Si ce premier terrain de longue durée a donc interdit toute idéalisation, fréquente chez les ethnologues, il m'a, en revanche, offert les éléments d'une réflexion méthodologique généralisable dont les enseignements me sont aujourd'hui toujours aussi utiles, partout où je mène des enquêtes. L'impossible effacement de la distance sociale, sa répétition prégnante m'ont conduite à adopter des habitudes de repérage des fausses proximités, des glissements confusionnels et identificatoires : placée par les habitants en position de témoin devant porter à l'extérieur le message du malheur de vivre dans une prison symbolique dégradée, il m'incombait très vite de ne pas être dupe du jeu de rapports dans lequel j'étais prise et de ne pas céder à la facilité du simple témoignage qui envahit de plus en plus sa scène ethnologique.

À un second niveau, l'analyse des rapports sociaux internes à cette cité, préfigurant le développement actuel des processus d'ethnicisation, a constitué un apprentissage ethnologique inestimable ; centrale dans le mode de communication endogène, la catégorie négative de l'étranger a émergé comme une production imaginaire enchaînant les acteurs par des hiérarchisations fluctuantes selon la composition des unités de voisinage. Une logique récurrente est apparue hors de toute condition empirique d'attestation : imputée à « l'étranger », la dégradation matérielle de la cité a été transmuée en une déchéance sociale, d'autant plus insupportable que l'installation dans le HLM – après des années de logements insalubres et d'attente – avait été conçue comme une promotion inespérée. Le passage d'une rupture sociale à une rupture ethnique, comme mode d'exorcisme de ce renversement des perspectives, s'est révélé une logique dominante dont la portée

généralisée était observable autant dans la population d'origine autochtone que dans les différents groupes ethnoculturels : la reproduction des accusations fantasmatiques sur un autre édifié en « étranger » touchait donc chacun quelle que soit son appartenance ; la menace qui pesait sur tous d'être assimilés à ce personnage honni de « l'étranger » précarisait la totalité des relations interpersonnelles, rendant les liens aussi fragiles que structurés par l'ostensibilité de la domination. Dans ce contexte miné, l'identité ethnoculturelle, la solidarité intracommunautaire, se sont d'autant plus dévoilées comme des inculpations qu'elles étaient réduites à des fictions sous le poids des rapports en jeu.

Dans cette optique, la principale leçon que je retire de ce travail quotidiennement guidé et discuté avec Gérard Althabe, renvoie à l'importance déterminante de la construction de l'objet de l'enquête anthropologique : en effet, une polarisation ethnographique sur une collectivité d'appartenance quelconque aurait enfermé l'investigation dans une scène illusoire et artificiellement isolée ; elle aurait sans doute conduit à des substantialisations inévitablement différentialistes, contribuant à renforcer les visions des acteurs, s'évertuant à ancrer leur différence pour échapper au stigmate. « L'attaque » par les unités concrètes de voisinage, rassemblant des habitants d'origines diverses, était seule à même de restituer la singularité des rapports et un enlisement partagé.

Corollairement un autre regard peut être porté à la lumière de ce terrain sur la focalisation sur la question de l'immigration et de la « présence étrangère » au sein des discours politiques : la dénonciation incantatoire de la xénophobie ne permet guère de comprendre (donc aussi de combattre) son audience et son ancrage dans les couches sociales les plus touchées par la montée du chômage ; si la thématique de l'étranger[2] est habilement exploitée de part et d'autre, elle ne saurait être appréhendée comme un « mal » entièrement extérieur. C'est pourquoi il convient de repérer les principes de développement endogène de la médiation de « l'étranger » dans les modes de communication qui s'instaurent à

[2] Voir Althabe, Selim (1987) ; Althabe, Douville, Selim (2003).

différentes échelles. L'accent mis sur l'édification de l'acteur symbolique de « l'étranger » permet ainsi d'éviter l'écueil de deux types généraux d'explication : le schéma classique du « bouc émissaire » faisant de la paupérisation des classes subalternes la cause principale d'un report sur l'autre d'un processus d'endo-exclusion et les « lavant » de la culpabilité hétérophobe ou l'ontologie naturaliste de l'appartenance inscrivant l'identité dans les repères véhiculés par l'origine et brouillés par la multiculturalité régnante.

Dans les années 1980 l'équipe de recherche en anthropologie urbaine et industrielle, dirigée par Gérard Althabe à l'EHESS, à la formation et à l'animation de laquelle je participais activement, avait pour objectif de multiplier les recherches comparatives dans la France urbaine ; séminaires et discussions informelles étaient nombreux et animés. C'est dans ce cadre que j'entamais une étude sur un « ghetto de la misère » : le quartier Saint-Leu au centre d'Amiens qui était alors en voie de réhabilitation. Antithèse de la cité HLM évoquée plus haut, ce quartier – que son profil architectural spécifique (petites maisons le long des canaux à proximité de la cathédrale) faisait dénommer la « Venise du nord » – abritait une population mise à l'écart du travail salarié, survivant grâce à l'assistance et à la délinquance : si une partie d'entre elle était originaire du quartier (les Nazus), l'autre y parvenait après de multiples déambulations. Fortement stigmatisé et circonscrit par ses frontières matérielles et symboliques, cet ancien quartier industriel se présentait comme un repaire de « gueux », en décalage frappant avec son environnement. Cette distance sociale était hautement revendiquée par ses habitants, s'acharnant à la fabrication d'une micro-idéologie glorifiant leur pauvreté et leur relégation. Les mythes d'une « guerre de classe » entre « eux » et « nous » fleurissaient donc dans ce terroir dont l'exclusion était le fondement de la construction identitaire et des rapports sociaux. Ainsi les échanges étaient-ils multipliés, permettant à ceux qui étaient démunis de tout revenu extérieur et même aux plus handicapés physiquement et mentalement, de survivre dans une économie interne perpétuellement réactivée par l'affirmation d'une solidarité basique.

Une telle atmosphère – marquée de surcroît par un alcoolisme convivial – se serait prêté sans difficulté à un tableau ethnographique parfait des héritiers d'une couche laborieuse archaïque, maintenant coûte que coûte rites, coutumes et représentations d'un autre temps de l'industrialisation. Gérard Althabe me mit très vite en garde contre les risques politico-idéologiques mais aussi épistémiques que recelait une telle approche. Mon intégration avait d'autre part été facilitée par la location d'une petite maison sans confort au cœur du quartier où nous nous retrouvions le soir ; en effet il menait à l'époque avec C. Marcadet une investigation sur les salariés de Ferodo dans la région d'Amiens. Cette inscription résidentielle – ici décisive au plan symbolique comme passage transgressif – avait rapidement débouché sur des invitations constantes. Comme tout un chacun (que ne retenait aucune occupation extérieure), je passais mon temps à participer à une sociabilité joyeuse et généralisée et ce avec autant de plaisir que de conscience de jouir de conditions ethnologiques bien exceptionnelles : la disponibilité était complète pour de longs entretiens. Un tel mode d'inclusion a des effets pervers de suggestion et la tentation était grande de convertir cette absorption toujours plus intense en éloge d'un isolat au sein de la modernité. Si, de fait, ce ne fut pas sans mal que je m'arrachais à ce quartier après quatre années de présence régulière, j'ai cependant orienté l'analyse dans une toute autre direction, c'est-à-dire autour de l'articulation entre les imaginaires et les rapports endogènes d'un côté, de l'autre la production extérieure de leurs conditions d'effectuation.

L'enclave que constituait ce quartier était en effet le résultat d'une succession de politiques locales contradictoires : ces dernières alternaient depuis un siècle la dénonciation, l'abandon ou de grandioses projets de transformation radicale. Désignée en permanence comme une tribu de parias, la population s'était peu à peu enfoncée dans ce cloaque où, de surcroît, les services sociaux envoyaient systématiquement leurs « cas » les plus réfractaires. Le fusionnement entre ces acteurs aux trajectoires diverses (on trouvait là, aussi, des ouvriers qu'un chômage brutal avait fait « basculer » après des années d'emploi stable) mettait en évidence un processus

d'unification interne, qui se ressourçait en permanence dans l'accusation exogène ; la force de cette logique se constatait dans les dilemmes qu'éprouvaient les individus dans leurs choix : tenter une réinsertion dans la « normalité » revenait à se livrer aux soupçons de trahison du voisinage, chercher à quitter le quartier équivalait à un reniement honteux des « siens ». La protection des habitants à l'égard de « leurs » jeunes, qui multipliaient les séjours en prison et étaient envoyés porter l'étendard de Saint-Leu sur des terrains de football où ils se faisaient régulièrement invectiver pour leur comportement inconvenant, cristallisait cette unification portée à l'extrême.

L'intervention d'une opération de réhabilitation menée par la municipalité communiste devait dans ce contexte exacerber cette partition du monde en infiltrant au cœur même de l'espace partagé les objets symboliques d'un rejet ritualisé : des maisons furent refaites, offrant un confort inédit à leurs habitants qui y furent dans un premier temps relogés ; placés malgré eux en position ascensionnelle, les élus malheureux durent affronter la hargne de leurs voisins restés dans leurs taudis, tandis qu'avec leurs pairs ils se déchiraient sous le coup de la rupture de statut que représentait cet événement.

Cette réhabilitation qui s'était révélée impensable et invivable pour la population lui devint réellement interdite dix ans plus tard : à l'encontre des perspectives municipales qui l'avaient inaugurée, le quartier fut progressivement vidé de sa population qui avait réinterprété sa déchéance comme une valeur sans prix et s'était battue pour la conserver. De petits immeubles collectifs furent construits pour une couche d'employés inférieurs, tandis qu'était entretenu et rehaussé le caractère spécifique de Saint-Leu, transformé en vitrine du patrimoine local, visité le week-end pour ses galeries d'antiquaires et ses restaurants au bord de l'eau.

Parce qu'ici s'arrête mon périple ethnologique en France, je marquerai une pause afin d'inscrire les jalons d'une continuité de problématique avec mes recherches ultérieures. La formation heuristique qu'ont constituée ces deux terrains urbains contrastés

– accompagnés par Gérard Althabe[3] – a, en effet, guidé les perspectives que j'ai par la suite développées. Je soulignerai tout d'abord les conséquences épistémologiques des modes « d'immersion » retenus dans les deux groupes sociaux étudiés. Si la construction de relations personnelles privilégiées fut la base de l'investigation, les individus avec lesquels fut approfondie l'enquête n'ont jamais été conçus comme des « informateurs » au sens usuel du terme, susceptibles de livrer une « connaissance reflet » et ceci sous deux aspects conjoints : l'exercice de reconstruction biographique et ma propre position dans la communication instaurée, appréhendée comme constitutive de la nature des récits et des discours, et de mon assignation spécifique dans des événements exceptionnels ou tout simplement dans ma participation aux situations quotidiennes. Cette conception de l'investigation comme processus à déconstruire et dynamique de miroirs réciproques et mouvants – à laquelle m'avait formée G. Althabe – s'imposa comme principe dans ma pratique anthropologique. Cette implication[4] de l'ethnologue au cœur des rapports sociaux comme médiation centrale de l'élaboration de l'interprétation doit cependant être rapportée à ses différentes sources d'inspiration débouchant sur des lectures divergentes : la psychosociologie ; la sociologie clinique ; la psychanalyse à l'égard de laquelle Gérard Althabe maintint une résistance forte et déterminée ; l'analyse institutionnelle dont il se rapprocha de certains de ses représentants à partir de 2000[5], ou encore l'ethnologie postmoderne réduite au texte éminemment subjectif d'un ego singulier qui suscite aujourd'hui de plus en plus d'engouement et était l'objet d'une critique dure de sa part.

Si j'ai été conduite, avec le temps, à reconnaître le poids d'héritages personnels dans mes choix scientifiques et mes engagements plus ou moins forts sur des terrains différents, la ligne

---

[3] Althabe, Marcadet, Pradelle (de la), Selim (1993) ; Althabe, Légé, Selim (1993).

[4] Althabe, Hernandez (2004).

[5] Voir Althabe (2000b, 2004a) ; Althabe, Hess (à paraître).

que j'ai adoptée dans la restitution des analyses est restée déterminée par l'objectivation sociologique au sens large du terme. De surcroît, l'itinéraire comparatif que j'amorçais m'interdisait déjà les pièges d'un dialogue exclusif avec un Autre unique clouant potentiellement l'ethnologue à un tissu de projections tout autant défensives pour le chercheur qu'offensives pour les sujets de l'étude dont la différence peut être essentialisée en exception. L'attention que j'ai portée aux acteurs individuels – qui me paraît parfois extrême lorsque je porte un regard rétrospectif sur mes façons de travailler – s'est présentée comme un axe majeur ; privilégiant une écoute intense, globale et pluridirectionnelle – sans économie ni de temps ni d'émotion – j'ai été conduite à mettre l'accent sur les cristallisations et les contradictions, les condensations et les déplacements érigés par l'idiosyncrasie des sujets en regard des astreintes sociales. Ainsi, les investissements imaginaires et symboliques, individuels et collectifs, ce qu'on pourrait appeler métaphoriquement la dimension fantasmatique du social, se sont dévoilés comme des pôles importants dans la double filiation de leur dépendance et de la recomposition de leur écart avec les impositions globales. Dans ce cadre, le champ idéel des édifications statutaires et hiérarchiques, la singularité des intrications entre l'affranchissement, l'assujettissement et le dépassement des contraintes dominantes émergeront comme une thématique décisive dans mes recherches ultérieures.

En 1984, sur la base de mon expérience sur des terrains relevant de la modernité, je suis recrutée à l'ORSTOM pour mener une étude sur les salariés de l'industrie en Inde. Quelques jours avant décède brutalement Josette Althabe, après un diagnostic médical erroné. Cette mort intervient comme la première véritable disparition dans ma vie ; Gérard Althabe reste stoïque mais intérieurement terrassé. Entre nous le nom de Josette ne sera plus jamais prononcé pendant plus de 10 ans. Devenu un EPST en 1982, l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer auquel avait appartenu Gérard Althabe de 1957 à 1977, est rebaptisé Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) et entend alors sortir de

son passé colonial en quittant les « pays du champ » pour s'inscrire dans un horizon géographique détenteur d'élites scientifiques susceptibles de « coopérer » dans « l'égalité » : l'Inde – de ce point de vue antithèse de l'Afrique et des centres ghettos de l'ORSTOM qui reproduisaient une domination historique – est retenue.

J'avais saisi cette occasion offerte d'un terrain lointain – qui m'était inconnu – comme une perspective d'enrichissement exceptionnelle à laquelle Gérard Althabe m'avait fortement poussée. Je choisis de mener l'étude dans une entreprise produisant des médicaments ayurvédiques – représentative de la modernisation technologique d'une grande tradition savante, réinventée comme support de l'indépendance identitaire – et de me centrer sur les articulations internes et externes au champ de travail (famille, mariage, associations religieuses, etc.) entre statuts originaires de caste et statuts professionnels acquis en vue d'appréhender les logiques actuelles de hiérarchisation.

Une continuité certaine caractérisait ce projet qui néanmoins comportait un déplacement important d'objet. J'avais en effet écarté l'hypothèse d'un travail concentré sur un espace résidentiel partagé par des salariés de l'industrie de provenances diverses comme nous l'avions expérimenté en France. Souhaitant renouveler mon approche méthodologique, j'envisageais donc une investigation approfondie sur une seule entreprise, appréhendée comme un microchamp dont les rapports sociaux devaient être replacés dans l'ensemble des insertions des acteurs. Partir d'un quartier ou d'une usine me paraissait tout autant adéquat pour reconstruire la cohérence d'une configuration sociale dont la signification devait être inscrite dans un cadre global. Mais l'entreprise comme lieu d'exacerbation des rapports de domination et de leur impossible renversement présentait un intérêt spécifique, dévoilant sur le lieu même de leur production les avatars du dépassement hiérarchique. Durant trois mois, j'amorçais l'enquête par l'analyse des dossiers du personnel, très riches d'informations, auxquels j'avais eu accès et parallèlement par celle de la famille des dirigeants, sur laquelle les matériaux écrits abondaient : pour ces derniers il s'agissait en effet de fonder leur légitimité en prenant appui sur une idéologie

revivaliste partagée concernant l'Ayurveda comme mode d'authentification de la grandeur de la « civilisation hindoue ». Des entretiens furent effectués dans les différents groupes statutaires séparés de l'entreprise, mais ce travail dut s'arrêter pour des raisons institutionnelles.

Pour éviter une trop grande déconvenue personnelle, je décidais d'opérer un déplacement sur un terrain proche, le Bangladesh. Je me familiarisais avec ce pays en transférant dans un premier temps le projet formé en Inde sur l'entreprise pharmaceutique d'une grande ONG locale (GK). Située à une quarantaine de kilomètres de Dhaka, cette dernière se présentait comme un vaste campus clos, rassemblant environ 1 000 personnes. Unité d'habitation, de travail et d'éducation en liaison avec les villages environnants, ce champ social très hiérarchisé et complexe a été sous plusieurs aspects une excellente introduction à la société bangladeshie : l'ONG, une des premières du pays, était représentative de la dynamique générale d'une tradition de réformisme social historiquement bien ancrée et aux formes évolutives selon les transformations politico-idéologiques mondiales. Ses contradictions internes – particulièrement vives en raison de la cohabitation dans le campus d'acteurs aux statuts, aux origines sociales et aux appartenances religieuses diverses – reflétaient des tensions constitutives des processus en jeu dans la société. Les rapports de cette ONG avec le gouvernement mettaient de surcroît l'étranger au cœur des imaginaires et des pratiques régnantes du politique. Durant trois mois je partageais donc la vie de ce campus, replaçant les discours recueillis auprès des salariés de l'usine et l'observation quotidienne de leurs relations dans le contexte global des rapports en jeu dans l'organisation.

En prenant comme objet l'entreprise dans son ensemble et en refusant une catégorisation exogène dotée d'effets d'occultation sur la singularité des modes endogènes de catégorisation, je souhaitais rendre effectif l'apport de l'anthropologie dans le champ du travail industriel qui constituait un des horizons de la démarche que nous

mettions en œuvre avec Gérard Althabe (2001a)[6]. Reproduire dans l'enquête les impositions hiérarchiques alors que leur reformulation et leur réinterprétation par les acteurs constituent un objet essentiel de l'analyse me semblait une impasse théorique, évacuant le sens donné par ces derniers aux situations dans lesquelles ils s'inscrivent. C'est pourquoi, dès cette première étude sur une entreprise, je m'appliquais systématiquement à intégrer dans l'enquête l'ensemble de la pyramide, des statuts les plus élevés aux hors-statut, main-d'œuvre journalière si fréquente sur le continent indien, intérêt qui surprenait d'ailleurs à chaque fois mes interlocuteurs par ce qu'ils jugeaient une inconvenance. Pour être très brève, cette investigation de courte durée mettait en évidence la force des imaginaires et des pratiques hiérarchiques dans un groupe militant pour leur abolition, au sein d'une société qui – bien que ne relevant pas de « l'ordre des castes » et comprenant un principe d'égalisation idéelle dans l'islam – était réglée par des structures statutaires prégnantes.

Ainsi, la mission de promotion et d'éducation des pauvres, qui était au centre de la vocation de l'ONG, était en permanence détruite et dissoute dans les relations interpersonnelles concrètes : les rapports sociaux s'organisaient autour de la recomposition hiérarchique en jeu dans la société globale ; l'hyperhiérarchisation des rapports internes de travail, en dépit de l'objectif affiché d'émancipation des inférieurs, contribuait paradoxalement à ce processus d'inversion. Comme de coutume, l'enquête s'était faite l'écho de ces logiques : chacun s'adressait à moi pour me rappeler son statut, dans l'esprit d'une différenciation avec ces « pauvres » placés au cœur de l'action de l'ONG, mais dont il fallait imaginairement se séparer pour recouvrer une position et une identité ; stigmatisés dans la société extérieure, refoulés au plus loin dans le champ interne, les « pauvres » émergeaient comme un acteur doublement idéologique : d'un côté ils constituaient le « capital » de l'ONG, de l'autre ils « s'évanouissaient » sur le terrain.

---

[6] Voir également Althabe, Selim (1998a, 2001).

Je jugeais cette première expérience au Bangladesh suffisamment satisfaisante, tant au plan personnel que scientifique, pour décider d'y effectuer un terrain de longue durée sur une entreprise.

La possibilité dès lors acquise de mener une recherche dans une situation lointaine m'enjoignit d'une certaine façon de réaffirmer l'option d'une anthropologie ancrée dans des espaces les plus symptomatiques de la conjoncture contemporaine ainsi que Gérard Althabe ne cessait de l'enseigner à sa nouvelle génération d'étudiants. Si j'avais fait le choix « objectal » de l'entreprise, plusieurs possibilités s'ouvraient à moi dont celle de centrer l'enquête sur l'une des innombrables usines bangladeshies où les conditions d'exploitation sont les plus effroyables et les plus stables dans la longue durée ; l'étude m'aurait alors inévitablement enfermée dans un discours misérabiliste et « exotisant ». À l'opposé je sélectionnais après quelques visites instructives la filiale d'une multinationale américaine offrant le spectacle apparent de normes exceptionnellement lisses, si l'on oubliait les bidonvilles régulièrement inondés qui l'environnaient. Son directeur, bangladeshi, auquel je fus recommandée par un de ses amis, responsable français d'une banque, accepta immédiatement de m'ouvrir sans conditions les portes de son entreprise : sur son ordre, les salariés furent libérés de toute contrainte de travail pour s'entretenir avec moi, dans des face-à-face qui duraient parfois plus d'une journée, puis pour m'emmener dans leur quartier et leurs familles au cours d'une seconde étape.

Il serait insuffisant d'expliquer ce geste initial fort surprenant – qui échappait à la rationalité du profit – par la personnalité de son auteur ou encore de se féliciter d'un hasard aussi fructueux ; je comprendrai de fait, après plusieurs mois de présence dans l'usine, les différentes inspirations de son intelligence généreuse.

La légitimité du directeur, reposant sur une alliance politique fondatrice avec le syndicat ouvrier durant la guerre de libération (1971), se ressourçait en permanence dans la distance maintenue avec les cadres éduqués, représentants internes d'une « collaboration » honnie avec les Pakistanais. L'enquête dont

s'étaient emparés immédiatement les responsables ouvriers, devait épouser au plus près cette matrice structurelle : par là-même, elle contribuait à renforcer le processus de légitimation des « libérateurs », ouvriers et directeur confondus, la position de ce dernier s'en trouvant définitivement rehaussée. En raison de cette conjoncture singulière, ce terrain fut d'une certaine manière exemplaire, ne rencontrant ni obstacle, ni limite : l'investigation à l'extérieur de l'entreprise, sur les champs d'investissement des acteurs de toutes les catégories hiérarchiques (politiques, religieux, associatifs pour le « développement ») se déroula avec une facilité remarquable ; elle permit de comprendre les dynamiques de contestation des hiérarchies statutaires qui sont une des caractéristiques du Bangladesh. C'est en effet sur la base du combat nationaliste pour l'indépendance en 1971 que le syndicat ouvrier avait élaboré avec le directeur une bien étrange charte : celle-ci débouchait sur des possibilités de salaires ouvriers supérieurs à ceux des cadres et des promotions statutaires d'ouvrier à cadre tout à fait inhabituelles dans ce pays. En revanche, les cadres éduqués, perpétuellement renvoyés à leur collaboration honteuse avec les Pakistanais, étaient astreints à une dévalorisation quotidiennement réaffirmée. L'ascension acquise dans l'entreprise par le politique était poursuivie et enracinée dans les activités sociales des ouvriers au sein de leurs quartiers. Aussi, ce groupe social s'offrait à l'observation comme un champ de remaniements permanents des impositions statutaires globales.

La participation ardente de chacun à l'enquête s'en trouvait expliquée : pour les cadres il s'agissait de se réhabiliter face à l'étrangère en regard d'une destitution insupportable tandis que les ouvriers s'employaient à opérer une nouvelle justification gratifiante de leur mythologie interne. À l'encontre d'idées reçues, ma position de femme dans une sphère presque totalement masculine (une seule femme cadre, aucune ouvrière après l'interdiction d'embauche féminine émise en 1971 par le syndicat) fut, pour plusieurs raisons, une sorte d'« excès » symbolique positif, dans un contexte sociétal où les règles strictes de séparation des sexes (le *purdah*) participent pleinement aux affirmations

hiérarchiques. En effet, elle fut, du point de vue des acteurs, impliquée au sein de la logique des transgressions statutaires dans lesquelles ils construisaient leur identité : mon acceptation en tant que femme et plus encore celle de ma collègue bangladeshie offraient l'opportunité d'exhiber une capacité à une nouvelle rupture avec les ordres dominants ; le fait que le renforcement de la ségrégation sexuelle accompagne généralement le processus d'élévation statutaire conférait à cette rupture sa dimension de plus-value symbolique.

L'analyse de la prédominance du lien politique dans cette entreprise a eu des conséquences importantes sur l'orientation ultérieure de mes travaux, au Bangladesh tout d'abord, puis au Laos, au Vietnam et en Ouzbékistan aujourd'hui. Le suivi constant des évolutions en cours a accru mon intérêt pour les rapports entre le politique et le religieux, dans une configuration idéologique croissante désignant l'islam comme une altérité unifiée, irréductible et essentialisée avant d'être « terrorisante ». Ainsi, ce qu'on a dénommé « l'affaire Taslima Nasreen » a constitué un exemple saisissant de l'instrumentalisation des transferts de conjonctures singulières : dans les banlieues françaises, la rupture sociale devait être convertie en fracture ethnoreligieuse pour être légitimée ; au Bangladesh, devait être occultée la symétrie entre les partis nationalistes hindous de l'Inde et les islamistes politiques bangladeshis pour faire de la romancière une martyre mondiale du combat contre des musulmans définitivement et universellement primitifs et barbares, occupant la position de l'étranger intérieur et extérieur. Par le biais d'un islamisme politique lointain, j'étais ramenée aux logiques proches observées dans leur engendrement vingt ans auparavant au sein de la cité HLM : des procès d'assignation dont surgit la nécessaire médiation d'acteurs imaginaires négatifs ou positifs. L'originalité de la situation – soit la double qualification du personnage, négative (au Bangladesh) et positive (dans le monde occidental) – était une réponse à la globalisation idéologique ; celle-ci est productrice de telles concaténations, faisant servir là où il faut et au juste moment des héros amphibologiques à peine sortis de la pénombre où ils replongeront rapidement. L'analyse de cette

campagne médiatique me fournit ainsi l'occasion de retisser un lien entre des étapes de recherche, dont un regard extérieur pourrait accentuer la distance géographique, culturelle, temporelle : au contraire, je renouais là les fils ininterrompus d'une même problématique.

Dans les années quatre-vingt-dix, l'idée d'une nouvelle implantation de l'ORSTOM dans l'ex-Indochine émergeait sur le fond d'une thématique repensée du « développement » face aux signes récents d'ouverture au Vietnam. De mon côté, l'hypothèse d'un terrain radicalement autre, dans un contexte éminemment représentatif d'une transformation politico-économique mondiale – l'intégration dans le marché capitaliste de pays restés communistes – me séduisait et en 1993 je partais donc au Laos, prolongeant ensuite de six mois ce séjour en raison des contraintes politiques qui pesaient sur le déroulement de l'étude.

Les recherches précédentes menées sur l'entreprise m'avaient convaincue de l'intérêt épistémologique de ce champ très peu développé dans l'anthropologie française et, en revanche, travesti aux USA en assujettissement de l'ethnologue aux finalités de rentabilité de l'entreprise sous le terme de *business anthropology*. L'objectif que je me fixais au Laos était donc d'appréhender de l'intérieur les transformations résultant du passage d'une planification économique centralisée à une autonomie de gestion d'entreprises requérant le profit ; plus globalement, les deux ruptures que constituaient la « révolution » et l'ouverture au marché avec le maintien du monopole politique se présentaient comme des axes majeurs : ils sollicitaient l'analyse des significations conférées par les acteurs à ces événements et de leur implication dans des rapports sociaux marqués par une domination étatique extrême.

Bien naïvement, je ne mesurais guère concrètement l'ensemble des blocages et des obstructions systématiques auxquels je me heurterais, les premiers concernant tout simplement l'accès aux gens eux-mêmes, les seconds, plus lancinants, gîtant dans la confrontation à l'intériorisation d'une peur obsédante de la répression politique. À force de persévérance et d'obstination, je réussis à implanter l'investigation dans deux entreprises publiques mais le

climat resta néanmoins toujours tendu avec leurs directeurs respectifs : leur propre hantise d'être déchu de leur position en raison d'une non-observance d'un contrat international (UE) dûment signé par leur ministre de tutelle a fortement infléchi leur acceptation réticente de ma présence quotidienne dont, corollairement, ils redoutaient les effets de dévoilement. Je touchais là les limites des conditions de possibilité de l'enquête ethnologique – sur lesquelles Gérard Althabe avait tant l'habitude d'insister – face à la collusion de la puissance fantasmatique et du pouvoir de coercition réel de l'État dont la figure était omniprésente dans la communication interpersonnelle. La fuite de l'État, les tentatives de réédification d'une distance avec les encadrements collectifs de l'autorité, dessinaient un paysage de rapports sociaux minés, quasi pathologiques, tant il était marqué par des clivages sécuritaires.

Un heureux hasard voulut qu'une des deux usines, en complet déclin, fût peuplée de génies maléfiques provoquant morts, accidents et maladies chez les employés. Je saisis immédiatement cette occurrence pour désenkyster l'enquête des sphères étouffantes de l'appareil d'État qu'étaient les entreprises : dans les villages, je l'orientais sur les médiums que la puissance de leurs génies avait aidé à échapper à la peur généralisée de l'arbitraire de l'État. Je retrouvais donc là une atmosphère qui, sans être réellement paisible, avait l'agrément d'être moins contraignante et je relus attentivement l'article de Gérard Althabe à propos de « l'utilisation des dépendances du passé dans la résistance villageoise à la domination étatique » (2000c) et discutais longuement avec lui des interprétations que je bâtissais.

Je m'attachais à reconstruire avec les médiums et leurs voisins une périodisation des manifestations des génies en fonction de l'évolution politique. Cette optique, qui plaçait l'imaginaire en position architectonique d'ordonnancement du réel et de restauration de sa cohérence sous le joug de l'oppression étatique, fut fructueuse : l'État était au cœur des différents profils qu'avait pris la possession sous la monarchie bouddhiste, après l'avènement de « l'homme nouveau » (1975) et depuis le décret sur l'économie de marché (1986). Les génies étaient devenus le véhicule essentiel des

rapports institués avec l'autorité étatique et sur eux se greffaient les perceptions des acteurs. Trois phases essentielles pouvaient être distinguées : l'éclipse, le conflit avec l'État dont les génies sortaient immanquablement victorieux, enfin un retour joyeux constatable dans la multiplication, en 1993-94, des cultes de possession. L'ouverture au marché s'était accompagnée en effet d'un relâchement de la lutte contre les superstitions : en corollaire, les cérémonies dédiées aux génies, celles de « mariage » avec un génie, avaient engendré une prolifération de nouveaux génies et de médiums récemment initiés. En homothétie avec le marché concret débutant, un marché des médiums et de leurs génies commençait à s'amorcer, mettant en jeu des fortes concurrences individualisées, là où autrefois les territorialisations organisaient la reproduction ordonnée des légitimités symboliques de la royauté bouddhiste. À travers la possession – comme théâtre d'annulation imaginaire du pouvoir étatique et de retour à la liberté des échanges marchands, pris comme métaphore d'une libération globale – je rencontrais donc à nouveau, dans un contexte culturel autre, des articulations politico-religieuses essentielles : leurs métamorphoses, épousant les changements économiques globaux, avaient constitué l'entrée privilégiée pour les aborder, à l'opposé d'une autre démarche possible, fixant les contours de la permanence d'un décor culturel figé.

En 1998, je préparais mon habilitation à diriger des recherches avec Gérard Althabe que son terrain roumain[7] avait amené à interroger le communisme et sa destitution en anthropologue, questionnement qui nous réunissait depuis mon expérience laotienne prolongée au Vietnam. Partie à Hanoi deux ans je dus affronter lors des enquêtes un harcèlement policier multiple, rapproché, si intense durant les premiers temps qu'il rendait l'horizon bien noir. À mes récits détaillés, écrits ou oraux, Gérard Althabe répondait toujours par la nécessité d'affirmer la présence de l'ethnologue, coûte que coûte, dans un même microgroupe social : de fait la durée fit baisser la surveillance et surtout céder les protections inconscientes des

[7] Voir Althabe (1995, 1996, 1999) ; Althabe, Mungiu-Pippidi (2004) ; Althabe, Nicolau (1999).

sujets hantés par l'État dans ce quartier ghetto d'une grande entreprise de confection publique où j'avais campé l'investigation. Le « socialisme de marché » que je présentais à Gérard Althabe lui paraissait une création aussi énigmatique[8] qu'elle avait été imprévue. Dans ce nouveau parcours plein d'embûches dans les périphéries asiatiques du communisme qui m'a amenée en Ouzbékistan, il fut un soutien et un interlocuteur constant, aussi chaleureux, stimulant que pertinent. Sonder les développements d'un capitalisme globalisé dans les situations les moins programmables et débusquer des logiques inédites d'acteurs face à des impasses durcies et se mouvant dans des stratégies improbables, nourrissaient nos confrontations[9] où l'évaluation de la période présente, au plan politique, économique et idéologique, occupait une partie plutôt sombre. Alors que d'Ouzbékistan je lui écrivais pour lui raconter mes premiers pas sur un terrain radicalement nouveau, autant en termes d'objet – les chercheurs en sciences sociales d'une académie ex-soviétique démantelée – que « d'aire culturelle », il me répondit par mail une dernière fois le 12 mai 2004 :

> Revenant de Bucarest, j'ai trouvé vos lettres ; la description que vous donnez relève plus d'Ubu-roi que d'une quelconque dictature politique ; un peu dans la même direction, j'étais à Bucarest pour un colloque traitant du destin possible de la fabuleuse « maison du peuple », l'héritage de l'Ubu des Carpathes. J'ai quand même du mal à croire que compte tenu de la description du contexte, les enquêtes soient faciles, quoique après le Vietnam, tout soit possible…

Tandis que je tente, en ce début de novembre 2004 d'apprivoiser la ville de Canton plombée par un ciel d'une grisaille suspecte, son image s'impose à moi devant ces milliers d'immeubles collectifs de toutes tailles qui s'entremêlent dans une anarchie éblouissante. De vieux quartiers de ruelles pavées émergent, au milieu de ce réseau immaîtrisable prolongé dans la lointaine banlieue par des condominiums luxueux et bien gardés, réservés aux élites politico-économiques. Face à tous ces terrains qui ne seront jamais explorés par aucun ethnologue faute de forces

[8] Voir Althabe (1997b, 2003a, 2004b).

[9] Althabe, Selim (2004).

suffisantes, j'entrevois la silhouette flottante de Gérard Althabe laissant libre cours à d'ingénieuses fantaisies méthodologiques.

L'imaginaire – notion que paradoxalement Gérard Althabe employait rarement – est tout à la fois une construction, une condition et une émanation du réel, cette acception permettant d'éviter autant l'idéalisme hégélien que le symbolisme structuraliste ; ainsi dans mes rêves c'est dans la ville de Canton, siège d'une altérité absolue, qu'il accède à la mort réelle, après les avoir hantés vivant depuis sa mort, en juin 2004.

Alors que le narcissisme gagne certains avec l'âge, Gérard Althabe était resté d'une inlassable curiosité pour tous les « autres », proches et lointains, qui peuplent des univers coupés, retranchés. Son ouverture au monde loin de se rétrécir, semblait de plus en plus insatiable comme s'il parvenait à se transformer en une synthèse vivante alchimique, quasi machinique, de tous les terrains qui l'entouraient, les siens se mêlant intimement à ceux de ses proches, dans une aventure intellectuelle commune, fondée sur une pulsion irréfragable de connaître et de comprendre (2001b, 2002b, 2003b)[10]. C'est ce qu'exprime très simplement et à leur manière ces quelques phrases méthodologiques, écrites en 1963 en annexe au *Chômage à Brazzaville – études psychologiques* :

> Avant de commencer notre enquête, toute une période de préparation psychologique du terrain a été nécessaire (1 mois environ), d'autant plus que nous nous trouvions dans la période de fermentation politique qui suivait la promulgation de la loi-cadre. Nous avons tout d'abord coupé les liens avec la société européenne en nous installant à Poto-Poto, dans un quartier central, à un nœud urbain, et puis pendant 1 mois nous nous sommes montrés partout, nous avons sympathisé avec l'ensemble de la population participant à toute la vie de la cité africaine. Peu à peu nous avons vu le mur de méfiance qui nous entourait disparaître complètement ; par un retournement dialectique classique, notre personnalité d'Européen a favorisé les prises de contact, et pratiquement nous n'avons jamais eu de heurt avec aucune classe de la population. Cette période de préparation psychologique était essentielle.
>
> Le climat de confiance que nous avons ainsi instauré nous a permis d'éviter, d'une part, le refus de contact, l'impossibilité de

[10] Voir également Althabe, Selim (1998b).

communiquer avec les sujets ; d'autre part, la falsification systématique de la réalité, ce rideau de mensonges qui accueille le plus souvent l'Européen trop curieux (1959).

C'est cette vérité-là que cherchait Gérard Althabe, rendant possible avec bonheur son actualisation autour de lui comme un objet de désir étincelant dans des interstices du réel.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALTHABE G., 1959. *Chômage à Brazzaville, études psychologiques*. Paris, Office de la recherche scientifique et technique d'Outre-Mer. Fonds documentaire de l'ORSTOM, 21712 cote A.

— 1962. « Problèmes socio-économiques du Nord-Congo », *Cahiers de l'Institut de sciences économique appliquée*, série V, 5(131). Republié, sous le titre « Économie et colonisation » *in* BAZIN L., SELIM M., *Motifs économiques en anthropologie*. Paris, l'Harmattan, 2001.

— 1977. « Le quotidien en procès », entretien réalisé par M. Abélès, *Dialectiques*, 21 : 67-77

— 1983 : « La prise d'une ville : Nantes », *EN JEU*, 7 (nov.-déc.).

— 1995. « La ville miroir de l'État : Bucarest », entretien avec M. Selim, *Journal des anthropologues*, 61-62 : 185-198.

— 1996. « Le centre civique de Bucarest, de l'idée à la mémoire », *Enquête*, 4 : 147-151.

— 1997a [1972]. *Les fleurs du Congo*. Paris, L'Harmattan.

— 1997b. « Compte rendu de *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain* (M. SELIM) », *Autrepart*, 4 : 165-183.

— 1998. « Détour par Buenos Aires » *in* ALTHABE G., SELIM M., *Démarche ethnologique au présent*. Paris, L'Harmattan.

— 1999. « Un paysage social incertain. La Roumanie post-communiste », entretien avec L. Bazin, *Journal des anthropologues*, 77-78 : 35-51.

— 2000a. « Les pygmées Baka de l'Est-Cameroun » in *Anthropologie politique d'une décolonisation*. Paris, L'Harmattan : 283-329. Première publication dans les *Cahiers d'études africaines*, 20 (1965).

— 2000b. « Gélos, en Béarn, matrice du rapport au monde de René Lourau », entretien réalisé par R. HESS, *Pratiques de formation*, 40 (numéro spécial consacré à René Lourau).

— 2000c. « Utilisation des dépendances du passé dans la résistance villageoise à la domination étatique » in *Anthropologie politique d'une décolonisation.* Paris, L'Harmattan.

— 2001a. « Pour une ethnologie du présent », *Ethnologies*, 23(2) : 11-23.

— 2001b. « Préface », *in* HERNANDEZ V. A., *Laboratoire : mode d'emploi. Science, hiérarchies et pouvoirs.* Paris, L'Harmattan : 11-18.

— 2002a. *Oppression et libération dans l'imaginaire.* Paris, La Découverte.

— 2002b. « Préface », *in* HOURS B., *Domination, dépendances, globalisation, tracés d'anthropologie politique*. Paris, L'Harmattan.

— 2003a « Production du social : tendances actuelles », *Psychologie clinique*, 16 : 19-34.

— 2003b : « Fin de partie solidaire, charité et finance » *in* HOURS B., SELIM M., *Solidarités et compétences, idéologies et pratiques*. Paris, L'Harmattan.

— 2004a : « Mes dispositifs d'enquête de terrain », *Les IrrAlductibles*, 6 (oct.) : 141-153.

— 2004b. « Compte-rendu de *Pouvoir et marché au Vietnam* (M. SELIM) », *Social Anthropology*, 12-1 : 121-123.

ALTHABE G., HERNANDEZ V. A., 2004. « Implication et réflexivité en anthropologie » *Journal des anthropologues* 98-99 : 15-36.

ALTHABE G., HESS R., à paraître. *Ailleurs, ici* (récit biographique de G. Althabe). Paris, L'Harmattan.

ALTHABE G., MUNGIU-PIPPIDI A., 2004. *Villages roumains : entre destruction communiste et violence libérale.* Paris, L'Harmattan.

ALTHABE G., NICOLAU L., 1999. « Les gens et les choses : intimité et consommation », *Martor, Revue du musée du paysan roumain*, 4. Bucarest : 134-146.

ALTHABE G., SELIM M., 1987. « Production de l'étranger et xénophobie », in *Vers des sociétés pluriculturelles : études comparatives et situation en France.* Paris, ORSTOM : 379-381.

— 1998a. *Démarches ethnologiques au présent.* Paris, L'Harmattan.

— 1998b. « Préface » *in* BAZIN L., *Entreprise, politique, parenté*. Paris, L'Harmattan.

— 2001 : « Réflexions sur les transformations gestionnaires d'une grande entreprise française », *Histoire et anthropologie*, 22 : 165-176.

— 2004. « Mondialisation, communisme et colonisation », *Journal des anthropologues*, 98-99 : 11-14.

ALTHABE G., DOUVILLE O., SELIM M., 2003. « Ethnie, ethnicisme, ethnicisation en anthropologie : échanges épistémologiques », *Psychologie clinique*, 15 : 177-194.

ALTHABE G., LÉGÉ B., SELIM M., 1993 [1984]. *Urbanisme et réhabilitation symbolique*. Paris, L'Harmattan.

ALTHABE G., MARCADET C., PRADELLE (de la) M., SELIM M., 1993 [1985]. *Urbanisation et enjeux quotidiens*. Paris, L'Harmattan.

* * *

Selim Monique (2005)

Passé ethnologique : situations, confrontations, moments

In : Bazin L. (ed.), Hernandez Valeria (ed.), Hours Bernard (ed.), Selim Monique (ed.). Gérard Althabe. *Journal des Anthropologues*, (102-103), p. 11-36

ISSN 1156-0428